



29<sup>e</sup> rapport  
d'activités

2014

**AUNS**  
**ASIN**  
**ASNI**

Action pour une Suisse indépendante et neutre  
Aktion für eine unabhängige und neutrale Schweiz  
Azione per una Svizzera neutrale e indipendente

## Les organes de l'ASIN (situation au 31.12.2014)

### Comité

#### Président

Reimann Lukas                      Juriste MLaw, Conseiller national, 9500 Wil

#### Vice-Présidents

Oswald Kessler                      Président du CA, 1400 Yverdon-les-Bains  
Stamm Luzi                              Avocat, Conseiller national, 5405 Baden

#### Membres

Cherbuin Alette                      Éducatrice de la petite enfance, 1400 Yverdon-les Bains  
Cipolla Jean-Dominique              Notaire, 1920 Martigny  
Damiani Mauro                      Responsable de projet, 6516 Cugnasco-Gerra  
Etter Hans                              Employé de commerce, ancien membre du Grand Conseil, 3052 Zollikofen (jusqu'à septembre 2014)  
Fournier Anne                      Entrepreneuse, 1007 Lausanne  
Freysinger Oskar                      Professeur au gymnase, lic. phil. I, Conseiller national et Conseiller d'État, 1965 Savièse  
Fuchs Thomas                      Économiste d'entreprise, ancien Conseiller national et membre du Grand Conseil, 3018 Berne-Bümpliz  
Grangier Kevin                      Médiamaticien, secrétaire général, 1666 Grandvilliar  
Mörgeli Christoph                      Prof. Dr, historien, Conseiller national, 8713 Uerikon  
Rückert Amanda                      Juriste, Conseillère cantonale, conseillère municipale, 6962 Viganello  
Scheidegger René                      Ancien directeur, 1470 Estavayer-le-Lac  
Surber-Devoto Conrado A.              Ing. dipl. EPF, lic. oec. publ., Lima, Pérou

### Vérificateur

Andreas Roth                      Notaire, 3822 Lauterbrunnen

### Secrétariat

Directeur:                              Werner Gartenmann, 3800 Matten b. Interlaken  
Collaborateur:                          Albert Leimgruber, 1783 La Corbaz  
Secrétariat:                              Katharina Fischer, 3006 Berne

### Organisations cantonales

Doyenne des cantons  
Suisse alémanique:                      Elvira Hengeveld, 7205 Zizers, hengeveld@aus.ch  
Coordination Suisse romande:          Albert Leimgruber, 1783 La Corbaz, leimgruber@asin.ch  
ASNI Ticino:                              Mauro Damiani, 6516 Cugnasco-Gerra, damiani@asni.ch

### Impressum

Éditeur:                                  Comité de l'ASIN  
Rédaction:                              secrétariat de l'ASIN  
Case postale 669, CH-3000 Berne 31  
Tél.: 031 356 27 27, Fax: 031 356 27 28  
www.auns.ch / E-Mail: info@aus.ch  
Internet:                                  30-10011-5 / IBAN CH91 0900 0000 3001 0011 5  
CCP:

## Table des matières

<b>Les organes de l'ASIN</b>	<b>2</b>
<b>Introduction</b>	<b>4</b>
<b>Activités en 2014</b>	<b>8</b>
<b>Comptes de l'année et bilan 2014</b>	<b>16</b>

Après avoir perdu la bataille de Marignan (1515), la Confédération décida de ne plus s'ingérer dans les conflits armés étrangers. En 1815, les puissances européennes ont confirmé sa neutralité perpétuelle dans leur intérêt, mais aussi dans celui de la Suisse. La guerre franco-allemande (1870), la Première Guerre mondiale, l'adhésion à la Société des Nations, la Deuxième Guerre mondiale, la guerre froide et la situation actuelle en Europe mettent constamment la neutralité à rude épreuve et incitent certains à réclamer son abandon. Mais la liberté, l'indépendance et la sécurité de la Suisse étaient et sont encore à l'heure actuelle le mieux protégées lorsque la neutralité est défendue de manière crédible sur le plan politique et militaire. Elle permet jusqu'au jour d'aujourd'hui à la Suisse de pratiquer sa tradition humanitaire et sa diplomatie de paix. La neutralité permet de jeter avec succès des ponts en politique intérieure comme en politique extérieure.



## Introduction

Où en sommes-nous en 2014 en Suisse, en Europe et dans le monde? Malgré une régulation et une mise sous tutelle croissantes dans le monde entier, malgré le fait que des organisations internationales s'ingèrent de plus en plus dans les affaires d'État qui fonctionnent pourtant parfaitement bien, le monde n'est dans l'ensemble devenu ni plus pacifique ni plus libre. L'agence des Nations Unies pour les réfugiés UNHCR<sup>1</sup> a compté en 2014 dans le monde environ 58 millions de personnes réfugiées et déplacées, un chiffre record depuis la Seconde Guerre mondiale. Aux portes de l'Europe, la misère des réfugiés n'a jamais été aussi criante depuis la Seconde Guerre mondiale. La criminalité des passeurs rapporte des milliards. Le système de Schengen et de Dublin s'est révélé être un accord qui ne donne satisfaction que lorsque tout va bien.

Des navires de guerre américains circulent en mer Noire, la flotte russe dans la Manche. La guerre et le terrorisme sévissent avec une rigueur effroyable et les médias se s'en font au quotidien l'écho en publiant des images insoutenables. 800 millions de personnes dans le monde sont affamées. Plus de 200 millions sont sans emploi. Au sein de l'UE, 24,4 millions d'hommes et de femmes sont au chômage, dont 5,1 millions âgés de moins de 25 ans. Rien qu'en Espagne, on a dénombré en novembre 2014 858'000 jeunes sans emploi.

### L'euro comme risque

La place économique européenne continue à être en perte de vitesse. L'UE en assume toute la responsabilité. Les fonctionnaires de l'UE en attribuent la faute aux différents États membres, car lorsqu'il s'agit de chercher un bouc émissaire, on désigne généralement les États-nations qui sont par ailleurs décriés. C'est l'UE qui s'attribue en revanche les «grands acquis positifs» comme la paix, la communauté des valeurs partagées, les droits de l'homme et les taxes réduites de la téléphonie mobile...

L'Euro, la monnaie commune de l'UE, se trouve en crise permanente. Les coûts pour le maintien d'une monnaie qui doit permettre par la force une union politique alors qu'elle est dépourvue de bases économiques et politiques suffisantes ne se justifient désormais plus et sont dénués de tout bon sens. La faible croissance dans la zone euro commence à poser problème à l'économie mondiale entière et menace la paix sociale en Europe. Les investissements gigantesques de milliards par l'État dans les infrastructures sont censés permettre à l'UE de renouer avec la croissance. En inondant le marché de quantités gigantesques d'euros, la Banque centrale européenne (BCE) dévalue l'euro dans le but de stimuler les exportations. Les dettes de la plupart des États membres de l'UE ne cessent d'augmenter. Les caisses de pensions éta-



tiques présentent des déficits de financement énormes. Ce sont les prochaines générations qui devront payer les frais de cette politique «à crédit».

La démocratie est laissée pour compte

### La démocratie est laissée pour compte

En dépit de l'élection d'un nouveau parlement européen et d'une nouvelle commission UE placée sous l'égide de l'optimisateur fiscal luxembourgeois Jean-Claude Juncker, qui est encore un «ami autoproclamé de la Suisse», on n'observe aucun progrès de la démocratie au sein de l'UE. L'initiative citoyenne de l'UE par exemple a été et restera une farce démocratique. Sur un total de 48 initiatives,<sup>2</sup> 20 ont été rejetées par la Commission de l'UE avant même la collecte de signatures. Près de la moitié de ces initiatives ont donc été rejetées parce que le système politique de l'UE ne remplit tout simplement pas les conditions requises pour permettre aux citoyens d'exercer un droit de codécision politique. Le sommet est que l'admission est contrôlée uniquement par la Commission de l'UE qui est en même temps destinatrice d'une initiative. 16 collectes de signatures ont été interrompues prématurément. C'est que l'obstacle à franchir pour l'aboutissement est trop élevé. En douze mois, il faut collecter 1 million de



signatures valides dans au moins un quart des États membres de l'UE. Deux initiatives valides seulement ont été déposées. Conclusion: notre démoc-



ratie directe est devenue possible en développant le contexte constitutionnel, législatif et politique. La démocratie directe ne peut pas fonctionner en offrant aux citoyens chaque jour du pain et des jeux. La démocratie ne se met pas non plus en place par des campagnes publicitaires coûtant des millions qui cherchent à prôner une plus grande proximité du citoyen et bourrer le crâne aux citoyens par le slogan «Mon Europe». Tant que ceux qui critiquent l'UE seront taxés d'anti-européens, d'éternels passésistes, d'extrémistes de la droite, de racistes et d'imbéciles, on ne saurait pratiquer une démocratie directe.

### Promesses bilatérales

Située en dehors de l'UE, la Suisse a en grande partie bien fait ses devoirs. Nous

<sup>1</sup>Haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés; en anglais: United Nations High Commissioner

<sup>2</sup>Source: Volkes Wille? Stefan Howald, 2014, Rotpunktverlag, p. 117

nous permettons de faire ici abstraction du credo des aveuglés par l'UE selon lequel la Suisse doit son succès aux accords bilatéraux et notamment à la libre circulation des personnes. Leur véritable intention est trop manifeste: adhérer en catimini à l'UE via les accords bilatéraux. En revanche, nous ne pouvons pas passer sous silence les mensonges bilatéraux: l'accord sur les transports terrestres a permis de contourner l'article 84 sur la protection des Alpes de la Constitution fédérale. La loi prévoyait que deux années après l'ouverture du tunnel de base à travers le Lötschberg en 2009, plus que 650'000 poids lourds par année, soit moins que la moitié du nombre enregistré en 2000, allaient pouvoir traverser les Alpes suisses. En 2013, on a pourtant dénombré 1'143'000 courses! Libre circulation des personnes: au lieu des 8'000 personnes annoncées, nous comptons chaque année au moins 80'000 immigrants de l'UE en chiffres nets. Schengen: au lieu d'entraîner une baisse de la criminalité, nous avons enregistré aux frontières suisses en 2014 une valeur record d'entrées illégales et la criminalité des passeurs est en constante augmentation. Le corps des gardes-frontières a retiré par ailleurs du trafic 15 % d'armes supplémentaires et confisqué une plus grande quantité d'héroïne encore. Dublin: à la place d'une baisse des demandes d'asile et du refoulement promis, les chiffres et



coûts dans le secteur de l'asile ne cessent d'augmenter.

**La Suisse tire bien son aiguille du jeu – du moins sur le plan économique**

En dépit de ce contexte défavorable, l'économie suisse a réussi en 2014 à se maintenir à un niveau élevé. En revanche, le bilan politique est plutôt décevant. La régulation, le centralisme et la bureaucratie augmentent constamment sur le plan intérieur. La Berne fédérale n'a pas voulu corriger le dysfonctionnement au niveau de la collecte des signatures. Nous nous rappelons que ces dernières années, plusieurs référendums ont échoué parce que la validation des signatures par les communes n'a pas fonctionné de manière fiable. La volonté de milliers de personnes a de la sorte été ignorée sur le plan administratif. La demande de l'ASIN de corriger le tir pour assurer plus de démocratie a été ignorée à Berne. Dans ces conditions, des politiciens qui font parallèlement l'éloge de la démocratie directe «courageuse» font carrément preuve de cynisme, car ils étouffent le droit de codécision des citoyens en prenant modèle sur ce qui se passe au sein de l'UE: non-application d'initiatives, incurie au niveau de la validation des signatures, extension des causes de nullité, courber l'échine devant le droit international et les juges étrangers, la reprise automatique du droit de l'UE.

coûts dans le secteur de l'asile ne cessent d'augmenter.

### **La Suisse tire bien son aiguille du jeu – du moins sur le plan économique**

En dépit de ce contexte défavorable, l'économie suisse a réussi en 2014 à se maintenir à un niveau élevé. En revanche, le bilan politique est plutôt décevant. La régulation, le centralisme et la bureaucratie augmentent constamment sur le plan intérieur. La Berne fédérale n'a pas voulu corriger le dysfonctionnement au niveau de la collecte des signatures. Nous nous rappelons que ces dernières années, plusieurs référendums ont échoué parce que la validation des signatures par les communes n'a pas fonctionné de manière fiable. La volonté de milliers de personnes a de la sorte été ignorée sur le plan administratif. La demande de l'ASIN de corriger le tir pour assurer plus de démocratie a été ignorée à Berne. Dans ces conditions, des politiciens qui font parallèlement l'éloge de la démocratie directe «courageuse» font carrément preuve de cynisme, car ils étouffent le droit de codécision des citoyens en prenant modèle sur ce qui se passe au sein de l'UE: non-application d'initiatives, incurie au niveau de la validation des signatures, extension des causes de nullité, courber l'échine devant le droit international et les juges étrangers, la reprise automatique du droit de l'UE.

**Solidarité avec l'UE: les bien portants doivent tomber malades eux aussi**

Grâce à la démocratie directe, nous avons des impôts relativement bas, un faible endettement de l'État et des structures encore relativement libérales. Mais les «états malades» punissent la Suisse de sa bonne santé insolente: destruction de la place financière, franc surévalué suite à la dévaluation de l'euro et de la perte de confiance dans l'UE, paiements de milliards extorqués sous chantage, traitement irrespectueux des décisions populaires, immigration forcée et disproportionnée de l'UE (clause de guillotine). Le Conseil fédéral et la classe politique continuent allègrement leur danse des feux follets: ils cherchent à s'adapter encore plus aux malades. Des représentants de notre pays font carrément preuve d'ignorance en passant sous silence la contribution économique de la Suisse à l'UE: les importations en provenance de l'UE sont supérieures à nos exportations (ce qui permet de créer des emplois au sein de l'UE), près de 400'000 frontaliers, plus d'un million de citoyens de l'UE résidant en Suisse, investissements de plusieurs milliards dans le marché intérieur de l'UE et la recherche de l'UE, mise en service de nouvelles infrastructures traversant les Alpes, paiements de cohésion ...

### **Le défi**

Sur le plan intérieur, il faut mettre le holà à la frénésie régulatrice qui dépasse désormais les bornes; sur le plan de la politique extérieure, il faut cesser de sacrifier

la législation et la juridiction fédérales à l'UE. La neutralité perpétuelle et armée doit être protégée contre une politique de neutralité erronée. En 2014, la présidence suisse de l'OSCE a montré d'une part que la neutralité peut toujours être utile, mais de l'autre aussi qu'une politique extérieure trop personnalisée et naïve ne permet pas d'aboutir à des résultats concrets: dans le conflit en Ukraine en l'occurrence. Le bien-fondé du principe si souvent cité «Ne vous mêlez pas des affaires d'autrui» ne cesse de se vérifier. Les manigances de cercles secrets dans l'administration fédérale<sup>3</sup> et des sciences politiques «instrumentalisées» contre la démocratie directe doivent être impitoyablement dévoilées. Cette lutte s'impose plus que jamais après les réactions peu démocratiques après le oui du 9 février 2014 à l'initiative sur l'immigration de masse.

### **La ligne rouge à ne pas dépasser reste inchangée**

La démocratie n'est pas compatible avec l'UE. Mais elle ne l'est pas davantage avec l'ingérence des cours de justice internationales et des gouvernements étrangers dans nos affaires.

---

*Conclusion: notre démocratie et la Suisse ne sont pas négociables.*

---

<sup>3</sup>En juin 2014, le public a appris qu'un groupe secret à la Chancellerie fédérale souhaite restreindre les droits populaires.



## Activités de l'ASIN en 2014

Pour l'ASIN, l'exercice 2014 a été une année plus active que prévu. En dehors des deux campagnes de votation, une assemblée générale extraordinaire a eu lieu. Plus de vingt communiqués de presse, différentes manifestations et actions de stand, des pages Internet d'actualité et un Facebook actif nous ont assuré une forte présence dans le public. Les membres du Comité et du secrétariat ont été régulièrement présents dans les médias. On a investi nettement plus de moyens dans le recrutement de nouveaux membres que dans les années précédentes.

### 18 mai 2014: un verdict qui manque de prévoyance

L'acquisition d'avions de combat pour remplacer partiellement la «flotte de Tiger» désuète a été rejetée par les citoyens. Aux yeux de l'ASIN, cette

décision manque de prévoyance et est dangereuse. Ce sont les partis bourgeois et les milieux de l'armée qui sont responsables de cette décision négative. Une rancune partisane et des discussions ridicules et insensées sur le type d'avion préféré («Rafale, Eurofighter contre Gripen») ont facilité la tâche aux partisans d'un démantèlement de l'armée, le parti socialiste représenté au Conseil fédéral y compris. Or cette décision négative comporte une certaine arrogance. Nous demandons aux membres de l'armée d'assurer la sécurité au péril de leur vie. Mais on leur refuse l'équipement nécessaire. C'est comme si on veut assurer la sécurité sans sapeurs-pompiers ni service de sauvetage ni service de santé. L'ASIN demande que l'armée de l'air qui garantit la souveraineté de l'espace aérien et la neutralité soit d'urgence dotée des moyens financiers requis. La situation, dans le contexte européen notamment, ne laisse subsister aucune marge de manoeuvre. L'ASIN s'était engagée avec sa propre campagne proche des citoyens en faveur de l'acquisition des avions de combat.

\*Art. 121a (nouveau) Gestion de l'immigration

### 9 février 2014: un verdict prévoyant

En adoptant l'initiative sur l'immigration de masse (art. 121a CF<sup>4</sup>), les citoyens et la majorité des cantons ont rejeté la politique d'alignement à l'UE que le Conseil fédéral a pratiquée jusqu'ici. Les Suisses ne souhaitent pas que les 500 millions de citoyens de l'UE aient un droit à une immigration illimitée et que Bruxelles régitte la politique d'immigration de notre pays. Ils ont clairement exprimé que la Confédération doit réacquiescer sa souveraineté en matière de migration et que l'immigration doit être adaptée aux besoins de notre pays et non pas à ceux de l'UE. L'ASIN demande au Conseil fédéral de mettre maintenant l'initiative sur l'immigration de masse en application dans l'intérêt des citoyens. L'ASIN attend du Conseil fédéral qu'il fasse preuve de courage pour défendre la démocratie. L'ASIN s'était engagée déjà intensivement dès décembre 2013 en faveur de l'adoption de l'initiative sur l'immigration de masse.

### 29e Assemblée générale

Plus de 700 membres en provenance de toutes les régions de notre pays se sont réunis le 26 avril 2014 à Berne pour la 29e Assemblée générale ordinaire.

Pour des raisons de santé, le Conseiller national Dr Pirmin Schwander a donné à court terme sa démission comme président de l'ASIN.

Dans son point de la situation politique intitulé «Ce que souhaite le Conseil fédéral et ce que souhaite l'ASIN», le vice-président Luzi Stamm a dévoilé les intentions du Conseil fédéral. Depuis 1991, la Berne fédérale a constamment cherché à adhérer étape par étape à l'UE. Après le rejet de l'EEE en 1992, la Suisse a signé avec l'UE des accords bilatéraux. Le bilan de ces accords est décevant. Ces accords ont non seulement mis la Suisse de plus en plus sous pression et entravé sa souveraineté (reprise du droit européen, coûts plus élevés), mais ils se sont avérés être de véritables accélérateurs d'une adhésion à l'UE. Luzi Stamm a lancé un appel aux personnes présentes de ne permettre en aucun cas à la classe politique de sacrifier notre démocratie directe.

Les membres ont adopté une résolution qui mandate le Comité de l'élaboration d'une initiative populaire dans le but de mettre le holà à l'adhésion rampante à l'UE et de résilier les accords bilatéraux 1 et 2 qui accélèrent l'adhésion de notre pays à l'UE.



Pour une Suisse forte et sûre!



ANIE JUNTS

OUI Le 18 mai 2014 aux forces aériennes

## Dr Pirmin Schwander

Le Conseiller national Pirmin Schwander avait assumé à titre intérimaire la présidence de l'ASIN à la fin 2003 après que Christoph Blocher ait été élu comme conseiller fédéral. L'Assemblée générale du 15 mai 2004 l'avait désigné à l'unanimité comme nouveau président. Pendant près de onze ans, Pirmin Schwander a présidé l'ASIN. Il a souligné que l'ASIN est un mouvement interpartis et a défendu avec insistance une politique autonome. Dans ses points de la situation exposés généralement à l'occasion des assemblées générales, il a été un des premiers politiciens à mettre les citoyens en garde contre les conséquences des accords bilatéraux, notamment de la libre circulation des personnes et de l'adhésion à Schengen-Dublin. Schwander s'est distingué par sa politique transparente et sans compromissions. L'ASIN le remercie cordialement de son engagement extraordinaire et lui présente ses meilleurs vœux pour son avenir.



## Comité – nouveau président



À la demande du Comité, l'Assemblée a élu à l'unanimité le Conseiller national Lukas Reimann comme nouveau président. Il est donc entré en fonction comme troisième président après Christoph Blocher et Pirmin Schwander.

der. Ont été réélus pour un nouveau mandat: le Conseiller national et Conseiller d'État Oskar Freysinger, Aliette Cherbuin, Anne Fournier et Mauro Damiani. A été nouvellement élue dans le Comité Amanda Rückert du canton du Tessin. Cette jeune juriste qui est aussi Conseillère cantonale renforce la représentation du Tessin. Marc R. Studer d'Etoy a quitté le Comité.

## Débat contradictoire avec Roger Köppel et Theo Maissen

L'éditeur de la Weltwoche Roger Köppel et l'historien Prof. Dr Thomas Maissen ont exposé devant l'animateur et éditeur Urs Gossweiler leurs visions sur le thème «La Suisse et l'Europe». Maissen pense que la souveraineté et la démocratie en Suisse ne pourront à moyen terme être préservées qu'au sein de l'Union européenne. Roger Köppel a en revanche annoncé que ceux qui pensent que le modèle de succès qu'est la Suisse peut perdurer sous le centralisme se bercent d'illusions.

## 2. Prix de reconnaissance de l'ASIN

Le directeur Werner Gartenmann a remis à Elvira Hengeveld de Zizers le 2e prix de reconnaissance de l'ASIN. En juin 2004, Elvira Hengeveld a assumé la direction de l'ASIN dans le canton des Grisons et elle dirige le point d'appui avec un grand engagement altruiste. Chaque année, elle organise un autocar pour se



rendre avec plus de 50 membres à l'Assemblée générale de l'ASIN à Berne. Le 2 octobre 2014, elle a rendu visite avec plus de 150 membres à l'entreprise Ems-Chemie à Domat/Ems. Au fil des années, elle a mis en place un groupe très actif.

## Assemblée générale extraordinaire

Le 4 octobre 2015, l'ASIN a tenu à Winterthur sa première assemblée générale extraordinaire. 1'000 membres et sympathisants se sont réunis à Winterthur. Les membres en droit de voter ont adopté pour l'initiative Ecopop et l'initiative sur l'or le mot d'ordre oui (les deux projets ont été rejetés dans la votation populaire du 30 novembre 2014). Cette assemblée a culminé dans l'exposé du député européen britannique Nigel Farage, qui préside l'United Kingdom Independence Party UKIP (Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni). Dans un exposé fulminant, Farage a réglé ses comptes avec l'UE centralisatrice et peu démocratique. Il a qualifié la Suisse de phare et de modèle. L'ensemble à vent de l'ASIN, placé sous l'égide de Jakob Leuenberger, a assuré l'encadrement musical de ce programme. La manifestation à Winterthur a dû être protégée contre des «autonomistes» peu démo-

cratiques de la gauche en faisant appel à un nombre inattendu d'agents de sécurité. L'ASIN remercie de leur soutien la police municipale de Winterthur et les responsables de la Parkarena.

## Comité

Le Comité s'est réuni à quatre reprises à Berne, généralement le premier jour de la session fédérale. En avril, une séance supplémentaire a eu lieu. En tant qu'organe stratégique, le Comité évalue constamment la situation politique et déclenche des actions correspondantes. Elle s'est préoccupée en priorité du maintien de notre indépendance, souveraineté, démocratie directe et neutralité. On s'est notamment penché sur la politique du Conseil fédéral en vue de l'application de l'article 121a de la Constitution fédérale (gestion de l'immigration) et les négociations avec l'UE sur ce qu'on appelle les questions institutionnelles (reprise automatique du droit de l'UE, juges de l'UE chargés du contrôle de la démocratie directe). À partir de juin 2014, c'est le nou-



veau président et Conseiller national Lukas Reimann qui a présidé les séances du Comité. Le Comité a décidé d'organiser le 4 octobre 2014 pour la première fois une assemblée générale extraordinaire. Suite aux développements après le oui à l'initiative sur l'immigration de masse, le Comité ne souhaite cependant pas brûler les étapes avec une initiative populaire «Accords bilatéraux», telle que la prévoit la résolution adoptée par l'Assemblée générale du 26 avril 2014.

### Commission de stratégie

La Commission de stratégie a poursuivi sous l'égide du vice-président Oswald Kessler le travail commencé en 2013 et a émis au Comité des recommandations relatives aux efforts politiques principaux à fournir. La Commission a notamment recommandé à l'ASIN de continuer à se concentrer sur ses thèmes clés que sont l'indépendance et la neutralité et d'éviter les thèmes accessoires.

### Secrétariat

Le secrétariat a de nouveau assumé des mandats variés sur le plan opérationnel: questions administratives, préparatifs en vue des séances du Comité, travail de rédaction, Internet, Social Media, services aux membres, recrutement de nouveaux membres, coordination des points d'appui cantonaux, consultations, contacts avec les autorités, médias et organisations sympathisantes en Suisse et à l'étranger.

On a soigné tout particulièrement le partenariat avec l'association juns.ch, «Junge für Unabhängigkeit und Neutralität». Au nom du Comité, le secrétariat a tenu la 29e Assemblée générale ordinaire du 26 avril 2014 à Berne et l'Assemblée générale extraordinaire avec le président de l'UKIP Nigel Farage à Winterthur. Elle a rédigé régulièrement des communiqués aux médias sur les événements d'actualité. Le directeur à plein temps, Werner Gartenmann, est assisté par la secrétaire Katharina Fischer (60 %) et par Albert Leimgruber (100 %) qui a assumé nouvellement depuis le milieu de l'exercice la coordination en Suisse romande.

### Points d'appui de l'ASIN Suisse romande

En Romande, l'ASIN a exercé un grand impact sur les campagnes de votation en faveur de l'initiative sur l'immigration de masse et l'acquisition d'avions de combat. Différentes manifestations et actions de stand ont été organisées dans les cantons de Fribourg, de Neuchâtel, de Vaud et du Valais. Dans la campagne de l'armée de l'air, la coordination avec les milieux de l'armée a fonctionné de manière optimale. L'ASIN a par exemple été intégrée dans la conférence de presse officielle dans le canton de Fribourg. Dans le canton de Vaud, les actions ont eu lieu en collaboration avec la Société cantonale des officiers. En octobre, on a organisé le premier forum de l'ASIN. Il a été consacré au thème

du 200e anniversaire de l'adhésion du canton de Genève à la Confédération. Le conférencier Claude Bonnard et le Conseiller national Yves Nidegger ont réservé au public une soirée pleine de suspense. Le 5 décembre 2014, la traditionnelle fête de l'indépendance a été célébrée dans le canton du Valais (anniversaire du non à l'EEE) en présence du vice-président de l'ASIN Luzi Stamm.

Plusieurs séances de coordination ont eu lieu à Lausanne, dont une en présence du président de l'ASIN Lukas Reimann. C'est nouvellement Albert Leimgruber qui s'occupe du point de coordination pour la Suisse romande. Il a repris cette fonction d'Eric Bertinat. L'ASIN remercie Eric Bertinat de son travail.

### Tessin

L'ASIN a connu un véritable essor dans le canton du Tessin. Les deux membres du Comité Amanda Rückert et Mauro Damiani (responsables du point d'appui du Tessin) y ont assuré une présence accrue de l'ASIN. Le 6 décembre 2014, la traditionnelle «Festa d'indipendenza» a eu lieu.

### Suisse alémanique

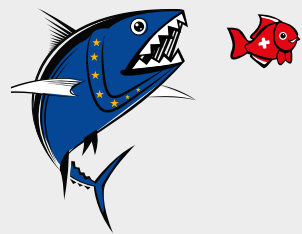
Le réseau des points d'appui en Suisse alémanique présente toujours des lacunes. Les cantons de Bâle-Veille, Bâle-Campagne, Grisons, Thurgovie et Zoug ont organisé des actions qui ont permis d'atteindre les objectifs fixés. Dans d'autres cantons, des changements personnels ont eu lieu ou la fonction du responsable can-



tonal est restée vacante après des départs. Dans les cantons de Zurich, Glaris et du Valais (Haut-Valais), de nouvelles personnes ont assumé la direction. Il faudra occuper rapidement les postes vacants en vue des prochaines campagnes de votation. En collaboration avec les responsables cantonaux, le secrétariat a réalisé de nouveaux supports publicitaires pour le «travail de rue» (affiches, bannières, autocollants, dépliants). Les responsables des points d'appui se sont rencontrés pour quatre séances à Berne.

### Comité EU-NO

Pour empêcher l'adhésion rampante à l'UE, un Comité présidé par Christoph Blocher a été mis en place. Plus de 100 organisations et groupements sont déjà membres de ce Comité. L'ASIN y participe naturellement activement et elle y est représentée par son directeur. Le Comité prépare des mesures pour empêcher d'un



commun effort la reprise automatique du droit de l'UE et l'abandon de la démocratie directe à des juges étrangers. Il faudra s'attendre à des votations populaires correspondantes en 2016. On ne sait pas encore si la Berne fédérale va ficeler un

«super-paquet» dans l'intention de faire accepter aux citoyens la reprise automatique du droit de l'UE et des juges de l'UE, de contourner l'article 121a de la Constitution fédérale (gestion de l'immigration) et de recevoir un chèque en blanc pour d'autres accords bilatéraux, ce qui signifierait concrètement exclusion de la démocratie directe.

Le Comité EU-NO est un Comité de votation limité dans le temps qui a pour but de regrouper les forces. Il ne s'agit donc pas d'une organisation concurrente de l'ASIN comme l'ont suggéré certains médias.

### Le bulletin de l'ASIN

Dans l'année sous rapport, sept éditions en langues allemande, française et italienne ont paru: édition de mars (no. 164)/édition avril (no. 165)/édition de mai (no. 166)/édition de juillet (no. 167)/édition d'août (no. 168)/édition d'octobre (no. 169)/édition de décembre (no. 170).

Le contenu s'est composé de courtes annonces des événements politiques en Suisse, dans l'UE et l'ONU et d'articles et interviews plus longs avec des experts qui ont abordé de manière plus approfondie les thèmes de la politique de sécurité, de la démocratie directe, de la place financière, de la politique fiscale et de l'asile. On demande parfois au secrétariat s'il est vraiment utile d'envoyer régulièrement un bulletin aux membres de l'ASIN. Or le bulletin de l'ASIN continue à être le maillon intermédiaire le plus important entre les membres, le Comité et le secrétariat. Sa

fonction la plus importante est de fournir des informations. Les réactions positives au bulletin montrent par ailleurs que ces informations sont très appréciées (entre autres pour des courriers des lecteurs). De plus, le bulletin est engagé avec succès pour recruter de nouveaux membres.

### Autres imprimés

Pour les campagnes de votation «Oui à l'initiative sur l'immigration de masse» et «Oui aux nouveaux avions de combat», des prospectus, des cartes postales, des autocollants et des affiches ont été imprimés à des tirages importants.

En dehors de nombreux petits imprimés comme des cartes de commande d'adhésion, des bulletins de versement et tracts de dons, les brochures et dépliants suivants ont été réalisés:

- Rapport d'activités 2013 (en allemand, français et italien)
- Tirage révisé de la brochure publicitaire

«Un peuple libre» (en allemand et français)

- Brochure «Die historischen Wurzeln der schweizerischen Geschichte»; auteur: Dr René Roca, 2e édition révisée
- Brochure «Droits et devoirs des militaires en matière de refus d'ordre dans un futur cas d'opération défensive – Conséquences d'une politique de sécurité entachées de graves négligences», Auteur: Rudolf P. Schaub, docteur en droit (en allemand et français)
- Dépliant «Oui au modèle suisse» (en français)
- Dépliant «Participer» (Qu'est-ce que la démocratie directe?) (en allemand, français et italien)
- Dépliant «Non à l'adhésion rampante à l'UE» (en allemand, français et italien)
- Dépliant «Bonnes résolutions pour 2015» (en allemand, français et italien).
- 2 éditions «MagASIN», brochure d'information pour les membres en Suisse romande.





## Comptes annuels et bilan 2014

### Comptes de l'année 2014

	Comptes 2013	Comptes 2014
<b>Recettes</b>		
Contributions et dons	1'088'601.17	1'115'516.49
Revenus financiers	77'675.90	11'634.72
<b>Total recettes</b>	<b>1'166'277.07</b>	<b>1'127'151.21</b>
<b>Dépenses</b>		
Propagande, publicité	421'981.79	533'336.21
Lettres aux membres, presse	301'040.10	347'991.10
Actions spéciales	279'709.24	266'824.50
Amortissements	4'602.85	2'930.00
Généralités	137'853.20	243'933.80
<b>Total dépenses</b>	<b>1'145'187.18</b>	<b>1'395'015.61</b>
<b>Récapitulation</b>		
Total recettes	1'166'277.07	1'127'151.21
Total dépenses	1'145'187.18	1'395'015.61
<b>Excédent</b>	<b>+ 21'089.89</b>	<b>- 267'864.40</b>

- : excédent des dépenses / + : excédent des recettes

### Bilan au 31 décembre 2014

Caisse	2'785.75	
Comptes auprès de Postfinance	925'847.97	
Comptes bancaires	322'470.04	
Titres	684'172.82	
Avoirs	73'526.05	
Installation TED, mobilier	4'350.00	
Créditeurs		54'493.10
Fonds spécial		54'961.65
Capital		1'903'697.88
	<b>2'013'152.63</b>	<b>2'013'152.63</b>

L'Assemblée générale du 26 avril 2014 a décidé de laisser les cotisations annuelles inchangées pour l'année 2014: 35 francs (membres), 50 francs (couples) et 100 francs (donateurs), sympathisants: montant à bien plaisir.

Dans l'année sous rapport, les contributions et dons ont été de 89'483.51 francs inférieurs à ceux prévus au budget 2014. Les recettes des titres ont été supérieures de 1'865.28 francs. En raison de coûts de transfert, les recettes des titres ont diminué en comparaison à 2013. La gestion du dépôt de titres a été confiée à une nouvelle institution bancaire pour des questions de sécurité et en raison des adaptations contractuelles requises. Les recettes se sont montées au total à 1'127'151.21 francs et sont de 91'348.79 francs inférieures au budget. Les dépenses d'un montant total de

1'395'015.61 francs ont dépassé de 586'515.61 francs celles qui étaient prévues. Conformément à ce que nous avons exposé à la page 8-9 du rapport d'activité, l'ASIN a participé à deux campagnes de votation (immigration de masse et acquisition d'avions de combat) avec un montant de près de 450'000 francs. Il a été impossible de prendre ces coûts entièrement en compte dans le budget. Il s'agissait notamment de contribuer à une adoption par les citoyens de l'initiative sur l'immigration de masse et de mobiliser les électeurs. L'organisation de l'assemblée générale extraordinaire à Winterthur a occasionné des coûts non prévus au budget d'environ 100'000 francs (sécurité, location du centre de congrès, service de traiteur, traductions simultanées). L'ASIN a engagé de la sorte environ 550'000 francs supplémentaires et n'a pas réussi à réaliser les recettes prévues au budget.



Nous avons investi davantage de moyens financiers dans la publicité et les imprimés. De nouveaux supports publicitaires ont été réalisés pour les manifestations et actions de stand dans le but de nous préparer à temps aux prochaines votations sur l'UE (2016, accord-cadre, juges de l'UE, reprise automatique du droit, contournement de l'art. 121a CF, etc.). Il s'agit aussi de sensibiliser les citoyens au fait que les autorités n'ont pas renoncé à l'adhésion à l'UE.

Les comptes bouclent sur un excédent des dépenses de 320'514.40 francs qui sera financé avec du capital propre. La situation financière ne s'est pas détériorée pour autant de manière fondamentale. Il ne faut pas oublier que l'ASIN a pour mission de mener des combats politiques. La fortune au 31 décembre 2014 a été de 1'960'502.63 francs.

### **Recrutement de nouveaux membres conforme aux objectifs**

À la fin 2014, notre effectif de membres net<sup>5</sup> a augmenté du nombre spectaculaire de 459 membres, donateurs et sympathisants. En détail, ce sont 398 membres, 20 donateurs et 41 sympathisants qui ont adhéré à l'ASIN; la répartition linguistique est la suivante: 362 Alémaniques, 64 Romands et 33 Tessinois. Nous rendons ici aussi hommage à nos membres, donateurs et sympathisants défunts.

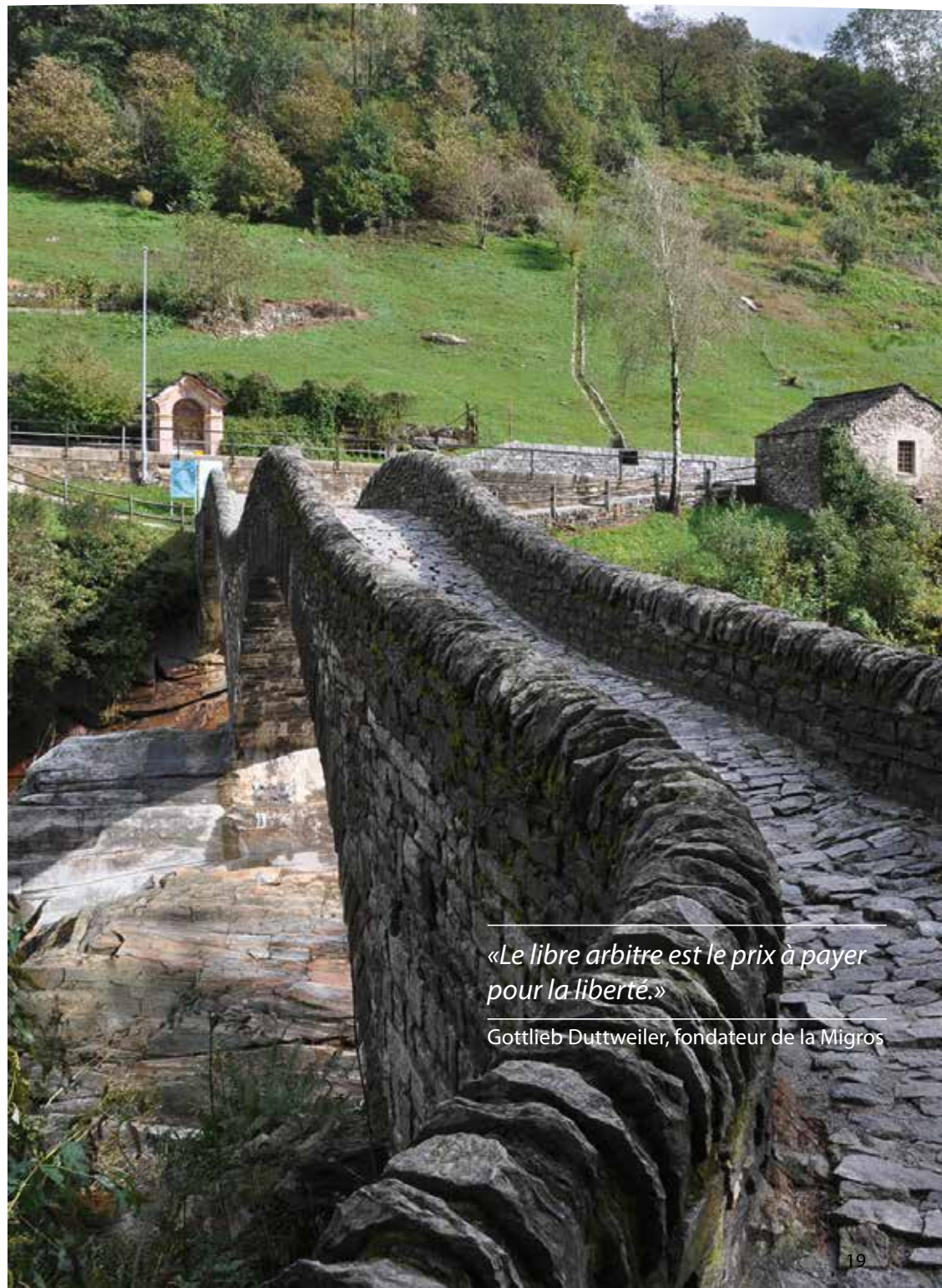
## **Remerciements**

La présidence, le Comité et le secrétariat remercient tous les membres, donateurs et sympathisants de leur engagement constant et de leur soutien financier généreux. Le président remercie les membres du Comité et les responsables des points d'appui cantonaux et le secrétariat de leur travail. Nos remerciements s'adressent aussi aux organisations sympathisantes pour leur bonne collaboration et l'échange d'expériences constructif.

## **Mandat**

Nous risquons de perdre notre acquis le plus précieux, à savoir nos droits de liberté politiques, et de sacrifier de la sorte l'indépendance et la souveraineté qui signifie que «le peuple est l'instance suprême». C'est pourquoi: «La démocratie directe n'est pas négociable». Il convient d'évaluer les décisions politiques sous cet aspect. Il appartient à l'ASIN d'y veiller.

<sup>5</sup>Net signifie que les sorties ont déjà été déduites



*«Le libre arbitre est le prix à payer pour la liberté.»*

Gottlieb Duttweiler, fondateur de la Migros



## **Bases: Constitution fédérale et statuts de l'ASIN**

### **Constitution fédérale de la Confédération helvétique:**

#### **Article 2 But**

La Confédération suisse protège la liberté et les droits du peuple et elle assure l'indépendance et la sécurité du pays.

### **Statuts de l'Action pour une Suisse indépendante et neutre (ASIN):**

#### **Article 2 Buts et tâches**

L'ASIN cherche à poursuivre et à réaliser les buts et les tâches suivants:

- a) Elle suit la politique étrangère de la Confédération et informe ses membres ainsi que le public sur ce qui a trait à la politique étrangère du pays;

- b) Elle s'engage pour la sauvegarde de l'indépendance, de la neutralité et de la sécurité de la Confédération suisse;
- c) Elle défend une politique étrangère respectueuse de la neutralité classique intégrale, garante de l'indépendance et de la sécurité du pays;
- d) En politique étrangère, elle prévient l'activisme et les engagements internationaux inutiles;
- e) Lutte pour la démocratie directe de la Confédération helvétique en renforçant les droits de liberté politiques des citoyens

